

DIEU ET PATRIE.  
—  
LIBERTÉ PLEIN ET ENTIERE  
DE LA PENSÉE.  
—  
TOLÉRANCE RELIGIEUSE  
ILLIMITÉE.

# L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

EN 1848.

AN 1<sup>er</sup> DE LA RÉPUBLIQUE RECONQUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



**Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.**

PARIS, 11 MAI.

CITOYENS,

L'Assemblée nationale se dessine; son programme, elle nous le donne par ses allures, par ses interruptions, ses marques d'impatience à la vue seule de certains orateurs, et ses trépignements orageux à certains mots qui blessent ses oreilles novices. Émanée d'un suffrage faussé par mille manœuvres électorales et gouvernementales, elle s'applique de plus en plus à ne pas démentir son origine. Organisée par deux coteries au pouvoir, deux coteries hostiles entre elles sur la scène, et coalisées dans les coulisses, elle marche sur toutes les questions réactionnaires avec un ensemble, une harmonie, une entente cordiale, digne d'une cause plus conforme aux vœux du pays. Les discours favorables à son programme, elle les étouffe dans l'explosion de son enthousiasme; les discours empreints d'un autre caractère, elle les écrase, dès les premiers mots, par les trépignements de son indignation. Barbès est rappelé à l'ordre avant d'avoir ouvert la bouche. Composée en immense majorité des fonctionnaires du Gouvernement provisoire, elle se déclare satisfaite de tout ce qu'a fait ou laissé faire l'incapacité noire ou le mauvais vouloir de cette réunion en apparence hétérogène, de gens fort satisfaits, à leur tour, de ce qu'ils ont organisé avec les deniers de l'Etat. Touchante sympathie! tout a été pour le mieux, dans ce meilleur gouvernement possible; l'abandon de la Pologne, de l'Allemagne, de l'Italie; les massacres de Rouen, la panique du citoyen Marrast au 46 avril; la désorganisation du travail productif par suite de l'humiliant et stérile travail des ateliers dits nationaux; le gaspillage des fonds de l'Etat, au profit des escamotages électoraux; le désordre des finances; la condescendance du ministère envers la magistrature intolérante de nos plus mauvais jours, envers les fonctionnaires de la corruption électorale, laquelle nous paraît aujourd'hui à l'eau de rose, en comparaison de la corruption électorale d'aujourd'hui; la division semée entre deux fractions de la garde nationale (la division, comme vous le savez, est essentiellement monarchique); les provocations chauffées par tous les moyens de police entre deux classes de citoyens que la fraternité avait réunies, dès les premiers jours, dans l'effusion d'une sympathie commune; la courdisse proverbiale des premiers magistrats de la cité, dont une parole d'un club, une phrase d'un manuscrit non encore imprimé, trouble tellement la cervelle, que le rappel bat le lendemain dans les quatre coins de Paris. Tout cela est bien, excellent, d'une haute politique; tout cela a bien mérité de la patrie!!! Vents, portez-en une partie aux puissances du Nord!

O ma patrie, que je te remercie de m'avoir jugé indigne de siéger au sein d'une assemblée aussi introuvable. Qu'aurais-je pu faire dans ton intérêt, en compagnie de ces braves gens qui n'ont presque tous à s'occuper que de leur intérêt propre, de l'intérêt de ce qu'ils appellent l'ordre et la propriété? Quant à la morale publique, quant aux moyens de concorde et de civilisation, quant à la fraternité enfin; allons donc! Est-ce que ces mots-là ne sont pas anarchiques? Ainsi pensent l'Assemblée nationale (journal des satisfaits de Guizot et de la régence), et le National, journal parti d'un autre point de l'horizon pour arriver à cette étrange accolade.

Je m'y serais désillusionné comme tant d'autres qui gémissent en silence; comme l'immortel Beranger que le découragement a pris dès le début, qui a donné sa démission, et que l'Assemblée cloue à sa place, comme au pilori, en le

condamnant à rester membre de ce grand corps politique.

Vous vous plaigniez que l'ancienne Chambre fût encombrée de fonctionnaires, de cumulards, d'avocats, de dévoués! Oh! quant à la nouvelle, elle en est remplie; elle est cent fois plus ministérielle que la Chambre de Louis-Philippe le tant regretté. Des apostats, on les y compte par douzaines; des réacteurs, il n'y en existe pas mal. Citoyens, à qui la faute? Cette Assemblée n'est-elle pas l'œuvre, je ne dirai pas de votre vote, mais bien celle de votre apathie, de votre indifférence et de vos divisions? Vous aviez conquis une arme irrésistible: le droit de suffrage; pourquoi avez-vous permis qu'on vous la subtilise, vous qui savez tenir et retenir si fièrement un fusil? Vous aviez entre les mains de quoi régénérer la France et l'Europe, de quoi ramener la concorde entre tous les citoyens et entre tous les peuples, sans querelle, sans guerre civile, sans effusion de sang. Vous avez abdiqué votre puissance; à Paris seulement, cent mille d'entre vous n'ont pas voté. Ne vous plaignez donc pas de ce qui arrive: faites-en votre profit pour une autre fois; prenez patience; peut-être est-il bon que nous passions encore par cette déception; la Providence nous a trop accordé en une seule fois, pour que ce mécompte passager n'entre pas dans les desseins de la protection dont elle couvre la France.

Laissons cette Assemblée suivre sa destinée, c'est-à-dire continuer l'œuvre d'un gouvernement, dont la grande politique a jeté tant de perturbation, dans un pays si bien disposé de prime abord à la fusion des partis et à la réalisation des larges théories!

Peuple, tu n'as pas abdiqué ta souveraineté.

N'écoute pas les mauvais conseillers qui te pousseraient à renverser par la violence l'œuvre de la plus inconcevable déception. La violence appelle la résistance; l'action appelle la réaction; le sang appelle le sang; et la guerre civile, en écrasant certainement les réacteurs, lesquels se cachent aujourd'hui dans l'ombre, confondrait dans la même vengeance des âmes bien pures et bien dévouées au pays. Gardons nos fusils en cas d'attaque, et comme des armes défensives; ne le cédons à qui que ce soit; nul n'a le droit de désarmer un citoyen dans le foyer domestique. Mais donnons à nos féroces ennemis l'exemple de ce calme qui est le signe de la force, de cette résignation qui est fille de la philosophie et la terreur des bourreaux. Tout vient à point à qui sait attendre; attendons dans la vigilance une nouvelle occasion de faire triompher nos vœux; organisons-nous dans les clubs, afin d'apprendre à connaître les hommes, et à ne plus s'en laisser tromper; instruisons-nous de nos devoirs en même temps que de nos droits; devenons aussi bons parleurs que nos ex-maitres, car c'est là la seule instruction qu'ils aient de plus que nous, afin que l'urne électorale puisse éliminer nos noms de la foule et nous confier à notre tour la défense des intérêts du pays et de l'humanité. Fermons l'oreille aux provocations des réacteurs, ce sont des provocations de police; seulement surveillons ces groupes en plein vent, espèces de souricières où la réaction amène isolément les hommes avancés pour les vaincre par le nombre et la violence; là vous avez le droit de recourir à la force dans le but de protéger le brave succombant sous la lâcheté du nombre; défendez vos frères, et donnez ensuite aux assommoirs l'exemple de la magnanimité en les renvoyant libres; vous désarmerez ainsi le mauvais vouloir de la quasi-royauté, qui va sans doute encore peser temporairement sur notre noble France.

Citoyens, point d'entraînement irréfléchi; dans les clubs point de motions incendiaires; dans la rue point de provocations; observons pour nous défendre; répandons-nous pour propager nos doctrines, pour réfuter les calomnies, pour recueillir des renseignements utiles sur les choses et sur les hommes; retournons à nos travaux, recueillis et résignés; sûrs de notre force; prêts à en user, quand la patrie le voudra, et jamais à en abuser, dans l'intérêt des vœux

liberticides de la réaction et de la police. On pourra exploiter quelque temps encore la République; l'escamoter jamais désormais! Or cela nous suffit pour le moment.

## Panique du 9 mai.

Vers les dix heures, la onzième légion était convoquée; le rappel battait dans d'autres quartiers. Quel danger courait donc la patrie pour la deuxième fois? Le voici:

4<sup>e</sup> La 42<sup>e</sup> légion (colonel Barbès), ce cauchemar des onze autres, montait la garde à l'Assemblée nationale: cette 42<sup>e</sup>, attachée aux principes de son chef, aurait pu s'indigner, l'arme au bras, des impertinences que certains membres lancent de temps en temps, la tête baissée et la main sur le visage, contre les dures vérités que Barbès adresse au pouvoir. Quand Jupiter fronce le sourcil, l'Assemblée tremble.

2<sup>e</sup> Une pétition des clubs relativement à la Pologne et aux affreux massacres de Rouen devait, disait-on, être portée en corps à l'Assemblée: spectre des clubs que me veux-tu? Cette pétition votée par 5,000 citoyens et 500 citoyennes au club des Amis du Peuple (salle Montesquieu), dans sa séance du 6 mai, a été portée et ne devait être présentée à l'Assemblée que par un seul membre. Bonne garde nationale, n'ajoutez donc plus foi à la panique de ce brave maire de Paris, le citoyen Marrast; il se promène depuis quelque temps poursuivi par le songe qui poursuivait le père Sournais.

## Marat et les modérés... du Corsaire.

Le CORSAIRE, le loustic de la subvention, nous fait l'honneur de nous lâcher une de ses bordées; ce n'est pas la première fois que nous avons été en butte aux attaques des forbans... de plume, entendons-nous.

Le Corsaire, qui n'est pas sanguinaire de profession, nous dénonce comme ce qu'on est convenu d'appeler un homme de sang; il établit un parallèle esquissé rudement, en franc flibustier, entre Marat et nous. Jusque-là le Corsaire ne fait pas rire; Marat était atrabilaire, nous, nous sommes hypocondre. Si Charlotte Corday vivait, ajoute-t-il, elle achèterait l'AMI DU PEUPLE deux sous, pour mourir... de rire.

Ce serait sans doute parce que le Corsaire ne pourrait lui rendre le même service, lui pourtant à qui la subvention a confié le département de cette importante fonction gouvernementale.

Le Corsaire, qui est payé pour faire rire, ne sait plus que faire pitié. Quel si grand malheur pour l'Etat, qu'abdiquant alors notre mission de buveurs de sang, nous ne fussions plus mourir... que de rire? Citoyen Corsaire, si vous étiez à vos pièces, on ne les retournerait pas contre vous.

Je vous dirai plus, citoyen Corsaire; c'est que ce que vous nous offrez-là, vous l'avez pillé, presque en mêmes termes, dans une petite feuille qui parut le 26 février, et qui disparut le 29, la caisse que vous savez étant venue à manquer de fonds. Est-ce votre bien que vous avez repris, citoyen Corsaire?

Vous avez établi un parallèle entre Marat et nous; permettez-nous de compléter l'œuvre en établissant un contre-parallèle entre Marat et les augustes forbans d'une autre espèce que la vôtre.

Marat fut adoré du peuple dans toute la France; sa mort fut regardée alors comme une calamité publique. Pendant sa vie, la foule se pressait autour de lui, sous l'ombrage des arbres des Cordeliers, afin de s'entendre lire les vœux qu'il formait pour le salut de la République. David fut chargé par la Convention d'immortaliser son agonie.

Les forbans de la modération, les valets de plume de la réaction, les honnêtes gens, en un mot, l'ont stigmatisé du nom d'atrabilaire. Car l'amour du peuple passe sans laisser



de trace ; les écrits restent ; la calomnie laisse sa cicatrice dans l'histoire.

Barras et Tallien furent des aimables vauriens ; Marat fut un atrabilaire. Un jour Orfila, le stupide Orfila sera un galant homme, et Raspail un misanthrope et un hypocondre. Ne sont-ce pas les modérés qui tiennent le burin de l'histoire ?

Les cendres de Marat, cette idole du peuple de son vivant, furent jetées dans l'égout Montmartre, par les soins de l'humanité des modérés révolutionnaires. La modération dressa des statues aux égorgeurs des patriotes du Midi ; ces égorgeurs étaient du parti des honnêtes gens.

Marat n'a jamais versé une goutte de sang de sa vie ; il n'a jamais obtenu un seul de ces emplois de coupeurs de tête qu'on appelle accusateurs publics : quel monstre !

Le frère de Thiers a fait tomber la tête de l'infortuné colonel Caron ; le grand petit Thiers le nomma receveur des postes.

Les pairs de France de la Restauration firent tomber la tête de Ney, de Labédoyère ; quels gens honnêtes et amis de la bonne cause !

Les juges de Louis XVIII, aujourd'hui juges encore peut-être, firent tomber la tête de Berton, des quatre sergents de la Rochelle. Les juges de Louis-Philippe ont demandé vingt fois la tête des patriotes, et ont pris leur vie et leur santé par les cachots, faute de pouvoir les livrer au tranchant de la guillotine. Respect, citoyens, à cette auguste magistrature ! elle a bien mérité de la patrie, et elle est prête à servir le pays par les mêmes moyens, si la République l'ordonne ou le permet.

Marat, la plume à la main, était un buveur de sang ; l'accusateur public ne fait qu'en recueillir quelques gouttes, au pied de l'échafaud où son œuvre se consomme.

Marat disait : « Citoyens, la République est en danger, on la trahit ; démasquez les traîtres et livrez-les à la justice du pays. » Quel monstre !

Delagès organisait des conspirations provocatrices, des émeutes, coups de filet dont l'assommeur était l'oiseleur. Par ses ordres ou avec sa permission, et sans forme de procès, on égorgeait, dans le Midi, les enfants à la mamelle ; on canardait les femmes qui se jetaient à l'eau. Pointu et Trestaillon étaient porteurs d'une liste de condamnés à mort, et les exécutaient de droit sur la place publique, sur les grands chemins, aux cris de vive le roi ! à bas les brigands ! J'étais alors un de ces brigands, et j'ai échappé par un miracle. Pointu et Trestaillon étaient comblés d'argent et de gloire ; ils recevaient les poignées de mains des maris et les bénédictions des dames. N'étaient-ils pas les exécuteurs du parti des modérés ?

Marat vivait sobre et pauvre ; il ne laissa pas de quoi fournir à ses funérailles ; il légua à sa sœur et à sa femme son nom couvert d'opprobre, et un souvenir qui n'a jamais cessé d'être un culte pour ces deux objets de son affection. Quel hideux personnage !

Barras dilapidait les fonds de l'Etat dans les orgies ; il fut obéi et fêté ; quel galant homme ! ne rachetait-il pas ces peccadilles, en faisant assommer les républicains isolés par les bandes de la jeunesse dorée ? Et que de Barras vénérés depuis lors par les *Corsaires* de toutes les époques ?

Marat fut frappé du poignard, à l'instant où, les larmes aux yeux, il signait une demande de secours en faveur de la femme qui l'implorait pour l'immoler. Quel monstre !

Les modérés égorgeaient le maréchal Brune ; ils traînent, en dansant, son cadavre au Rhône. Les belles dames faisaient cortège avec la farandole et en chantant : *Vive la prune qui a tué le maréchal Brune !* N'étaient-ils pas, ces braves égorgeurs, du parti des modérés ? On les nomma députés à la chambre introuvable.

Marat voulait que la justice fût sévère, mais équitable ; il regardait comme le plus grand des crimes la légèreté des juges et des accusateurs. « Sauvez la République, disait-il, mais jamais aux dépens de la tête d'un innocent. » Quel scélérat !

Les séides de Louis-Philippe n'y allaient pas avec tant de précaution : l'assommeur et l'agent provocateur avaient cumulé les fonctions de l'accusateur et de l'exécutif ; les Thiers, les Guizot, les d'Argout, et même un tantinet les Odilon Barrot, se sont passés de temps à autre ces fantaisies gouvernementales. Quels hommes habiles et quels profonds politiques ! Voyez plutôt comme leur exemple a porté ses fruits à Rouen.

Marat un monstre ! Thiers un homme d'Etat !

Amis du peuple ! amis de l'humanité ! voilà votre destinée ! votre cœur s'attendrit sur les misères du peuple ; vous essuyez ses larmes et ranimez son espoir ; mais le peuple n'écrit pas les éloges de sa reconnaissance ; la tradition orale est oubliée. Ce sont les jouisseurs et les forbans de la littérature qui, de tout temps, ont tenu la plume ; l'histoire fut de tout temps écrite par les jouisseurs avec l'argent des usurpateurs.

Gare donc à votre mémoire ! car le règne des jouisseurs n'a pas encore passé. Qu'importe, amis du peuple, brigands probes et humains ! notre devise n'est-elle pas : *Périssent notre mémoire, et sauvons la République ?*

#### Effroyable catastrophe du 9 mai dans l'un de nos ateliers nationaux.

Le 8 mai le feu a pris à un bâtiment contigu à l'atelier national de la rue Amboise, près celle de Popincourt, où travaillent, entassées et réparties dans trois étages, près de dix-neuf cents femmes ; on est parvenu à maîtriser et à éteindre le feu, qui semble avoir couvé et continué ses ravages dans la substance des charpentes restées en place.

Le 9 mai, pendant que toutes ces pauvres femmes étaient à leur ouvrage, une poutre de l'édifice brûlé croula avec fracas. A ce bruit, un cri au feu part de l'atelier : « Le feu reprend ; nous allons être brûlées. » La directrice n'a pas le temps d'arriver au bas de l'escalier, pour aller s'assurer du fait que la foule se ruait, se culbutait sur elle ; l'escalier est obstrué de cadavres asphyxiés ; plus d'espoir de fuite de ce côté ; les autres femmes, perdant la tête, jettent leurs enfants et se jettent elles-mêmes par la fenêtre ; les garçons de l'abattoir Popincourt accourent pour les recueillir en tombant, et amortir ainsi le coup de leur chute ; l'un d'eux en a eu la figure toute dévisagée par le soulier de l'une de ces victimes ; vingt voitures de bouchers sont bientôt occupées à transporter les mortes et les blessées aux divers hospices les plus proches ; on ne peut pas évaluer encore le nombre des morts et des blessés.

Nous étions à nos consultations à cinq heures et demie, quand nous avons appris cette effroyable nouvelle ; nous avons vite envoyé sur les lieux, afin de savoir si on y avait organisé une ambulance, prêts à nous y transporter avec tous nos moyens curatifs. Malheureusement on avait déjà réparti les malades dans les hôpitaux, dont on sait que les portes nous sont fermées, tout aussi bien que l'ont été pour nous celles de l'ambulance des blessés de février.

Le Gouvernement provisoire de la République n'a-t-il pas hérité envers nous du bon vouloir de l'ex-royauté ?

#### Réflexions sur l'insalubrité des ateliers nationaux.

Nous avons une foule de monuments vides et inoccupés, les Tuileries, par exemple. On entasse ces pauvres femmes dans des salles étroites et basses de plafond ; elles y étouffent et s'y asphyxient ; quand on en ouvre la porte, on en voit sortir l'haleine, comme une buée de lessive ; et quelques-unes d'entre elles travaillent dans une telle atmosphère, en tenant leurs enfants au maillot sur leurs genoux. Pendant ce temps, on prépare les Tuileries pour recevoir l'auguste personne du président de la République ; il est défendu de fumer dans le jardin et dans la cour d'honneur ; les blouses ne sont plus admises dans le jardin ; le bon temps recommence pour les dandys et les lorettes : il y a pourtant là quelque chose à faire.

Ces vingt sous que vous donnez aux ouvriers des ateliers nationaux, et qui sont insuffisants à leur nourriture quand ils vivent isolés, suffiraient, par les bienfaits d'une association mutuelle, amplement à leur nécessaire et même à une réserve du superflu.

Vous gaspillez l'argent du pays ; vous ne produisez aucun ouvrage utile ; vous humiliez le citoyen en le condamnant aux galères de la brouette ; vous l'humiliez en l'affamant.

Pendant que vous, nos puissants dominateurs, vous mériteriez bien de la République, je veux dire de l'Assemblée nationale, en vous prélassant dans les voitures de la cour, dans les boudoirs somptueux des ministères et autour des banquets de vos satisfaits. En vérité, si vous aviez formé le projet de discréditer la République depuis trois mois, vous n'auriez pas pu mieux réussir.

#### Rouen et Limoges.

Les bourgeois armés de Rouen sont les plus forts ; le sang coule. Les ouvriers armés de Limoges triomphent ; ils pardonnent, et pas une goutte de sang n'a coulé. Les bourgeois de Rouen sont des modérés ; les ouvriers de Limoges sont de la canaille ; il faudra en finir avec eux. Classe bourgeoise, oh ! que l'on vous trompe ! et combien l'on vous trahit en vous poussant contre cette classe d'où vous êtes sortis ? Vos vrais amis, c'est nous qui condamnons vos actes ; vos ennemis sont ceux qui vous entretiennent dans de telles inimitiés ; vos ennemis sont ceux qui ont versé la zizanie entre le manufacturier et l'ouvrier, entre les enfants de la même famille ; vos ennemis sont ces avocats du bois dont on fait des Laubardemont, qui, au lieu d'aller mettre leur talent de parole sur les

barricades au service de la conciliation et de la fraternité viennent, dans le sein de l'Assemblée nationale, préconiser l'humanité des mitrailleurs contre des gens désarmés, insultant aux vaincus, toujours courtisant les vainqueurs, et osant demander aux représentants de la France, comme on le demandait aux vendus du juste-milieu, qu'après des explications aussi catégoriques, ils aient à se déclarer satisfaits.

#### Grande politique renouvelée de Louis-Philippe.

Les Allemands réfugiés ont fait ombrage aux despotes germaniques en s'organisant sur les bords du Rhin. L'Allemagne despotique a fait un signe, et le citoyen Lamartine a donné ordre d'interner et de disperser les réfugiés allemands. Notre armée des Alpes semblait impatiente de porter secours à ses frères d'Italie ; l'Angleterre nous signifie que le premier pas que nos soldats feront en Italie sera considéré comme une déclaration de guerre à Sa Majesté Victoria. Ordre à l'armée d'Italie de rentrer dans ses quartiers. La Pologne, au lieu d'un ennemi, en compte trois, la Prusse et l'Autriche ; elle jette les yeux sur la France. La grande politique lui répond en lui tournant le dos.

Le citoyen Lamartine aspire-t-il à l'honneur de descendre au rôle de Louis-Philippe II, le préfet de police de la sainte alliance ? Français, encore un essai de ce genre, et vous subirez la guerre, alors qu'en Europe vous n'aurez plus d'amis.

On s'agit beaucoup pour savoir si nous aurons un président de la République ou une commission gouvernementale. La question ne doit pas être posée ainsi.

Séparez les finances de la sphère du pouvoir exécutif ; si vous nommez un président, qu'il soit responsable ; et en même temps nommez une commission dépositaire des fonds et chargée de surveiller la perception des impôts : que le président n'ait que le droit d'ordonner, sans jamais avoir à sa disposition le maniement des finances.

Si vous nommez une commission exécutive, à la place du président, organisez parallèlement une commission indépendante pour le département des finances, ne se départissant des fonds que d'après les tableaux du budget, ou pour les dépenses motivées et d'urgence.

De cette manière, vous préserverez le pouvoir exécutif des tentations de concussion et de dilapidation, et la France de la corruption électorale.

#### Épisode des attentats de la réaction.

Protestation du citoyen CHANCEL, ex-commissaire du Gouvernement, incarcéré par les ennemis de la République. 4 pages d'impression.

Si quelque chose prouve la faiblesse et l'anarchie qui régnait dans le Gouvernement provisoire, c'est certainement le nombre de ces affronts que les créatures du citoyen National infligeaient, dans les départements, aux commissaires du citoyen Ledru-Rollin, et de la débilité avec laquelle le citoyen Ledru-Rollin abandonnait ceux-ci ensuite aux griffes des réactionnaires. C'est inexplicable autrement que dans l'hypothèse d'une comédie jouée à la barbe des divers partis, et pour se moquer de tous ensemble.

Le manifeste du citoyen Chancel est un document précieux à l'appui de cette hypothèse ; nous conseillons à nos lecteurs d'en prendre connaissance.

#### Un secrétaire du ministère de l'Intérieur.

M. Jules Fabre a-t-il été, oui ou non, congédié du ministère de l'Intérieur, pour avoir retenu au passage la correspondance des commissaires, et ne l'avoir jamais communiquée à son chef le citoyen Ledru-Rollin ? Nous attendons la réponse.

#### La Matinée de la rose, ou la République en Espagne ; par BONNET et OLIVE ; in-8° de 8 pages. Prix 5 c. Rue du Four-Saint-Germain, 40.

Les Espagnols résidant à Paris ont eu l'heureuse idée d'adresser, dans les deux langues, aux Espagnols leurs compatriotes, et aux Français, une manifestation pour exposer le programme de leurs idées d'organisation sociale, empreintes d'un caractère de fraternité évidente avec les idées de régénération française.

#### AVIS ESSENTIEL.

On trouve l'Ami du Peuple, rue des Marais-Saint-Martin, 55, et rue Culture-Sainte-Catherine, 5.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.